© TOUFIK OULMI

GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)

Solidaires

À force de nous concentrer sur les conséquences dramatiques du dérèglement climatique dues à l'activité humaine et sur les transformations profondes auxquelles la nature est confrontée depuis plus d'un siècle, nous avions occulté le fait que la Terre pouvait à elle seule provoquer des dégâts au moins aussi dévastateurs.

Depuis la nuit des temps, les catastrophes naturelles – comme les séismes, les éruptions volcaniques, les sécheresses et les inondations, les glissements de terrain, cyclones ou vagues submersives – rendent des régions entières de notre planète difficilement habitables, sinon en prenant des risques conséquents. L'histoire du climat est une longue suite de bouleversements qui ont contraints les populations à une adaptation perpétuelle, notamment par les migrations successives vers des zones plus habitables.

Nous avons encore vécu un épisode dramatique il y a 3 semaines, avec le tremblement de terre et ses répliques qui ont dévasté des villes entières au sud de la Turquie et au nord de la Syrie. Plus de 40 000 personnes tuées, des milliers de blessés, des familles décimées et des villes entièrement détruites. Au total, ce seraient 5 millions de personnes qui sont directement touchées.

Les conséquences pour le présent et l'avenir sont dramatiques pour les populations touchées. Le rétablissement des soins médicaux, l'approvisionnement en produits de première nécessité, l'alimentation, le relogement, l'éducation, le fonctionnement des services publics, l'activité professionnelle vont nécessiter une logistique considérable, et des centaines millions d'euros avant même de penser à la reconstruction des bâtiments et des infrastructures essentielle.

La communauté internationale s'est immédiatement mobilisée en faveur des victimes, comme elle a pu le faire lors de précédentes catastrophes, et bien entendu lors de l'agression de l'Ukraine par la Russie il y a déjà un an.

Les élus du groupe de la majorité municipale ont été particulièrement émus par ces drames humains. La proposition du maire, Tonino Panetta lors du dernier conseil municipal, d'allouer une première aide financière de plusieurs milliers d'euros à une ONG internationale, a été unanimement soutenue et sera rapidement formalisée. Nous nous inscrivons aussi dans le durée et toute initiative, du type collecte de produits de première nécessité, sera soutenue. Il faudra des années pour que les personnes qui vivent dans les zones sinistrées retrouvent un semblant de vie normale sur le plan matériel, même si certaines blessures ne se refermeront jamais. Nous sommes et resterons solidaires.

LES ÉLUS DU GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

La rubrique "*Opinions*" est un espace de libre expression réservé aux groupes politiques constitués au sein du Conseil municipal. Les textes ci-dessus sont

GROUPE DES ÉLU·E·S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN·NE·S

Sortir du Siresco pour une alimentation bonne pour la santé et la planète

« Que ton aliment soit ton premier remède. » C'est ce que pensait Hippocrate en 400 avant JC, et cette phrase résonne plus que jamais aujourd'hui, dans nos sociétés modernes où nous ne prenons plus le temps de bien nous alimenter, par faute de temps et/ou de budget.

Il est donc essentiel que nos enfants consomment une fois par jour un repas correct tant sur un plan nutritionnel que gustatif. À Choisy-le-Roi, et après en avoir fait l'expérience douloureuse, force est de constater que le Siresco ne répond pas à nos exigences en matière gustative, sanitaire et écologique.

Et comme nous nous y sommes engagés lors de la campagne électorale, nous voulons offrir aux enfants et aux seniors qui fréquentent notre restauration collective une alimentation saine et respectueuse de l'environnement.

Notre volonté est de doter notre commune d'une nouvelle cuisine municipale qui puisse répondre aussi bien aux normes en matière d'hygiène qu'à nos aspirations qualitatives et environnementales.

Toutefois, le projet de construction d'une nouvelle cuisine municipale demandant des démarches et des investissements sur plusieurs années, nous avons fait le choix d'une solution transitoire qui répond un cahier des charges exigeant à tous points de vue.

En effet, outre les qualités nutritives que le nouveau prestataire doit assurer, nous avons prêté une attention toute particulière à l'impact environnemental des produits qui vont bientôt être servis dans nos cantines.

Par ailleurs, avec l'arrivée du nouveau prestataire, nous envisageons la mise en place d'actions de lutte contre le gaspillage, la revalorisation des bio-déchets ainsi que la transformation des aliments non consommés. En plus des vertus écologiques, ce travail aura un impact positif, tant sur un plan financier qu'éducatif.

Nous ne pouvons plus aujourd'hui considérer les impacts écologiques comme « secondaires ». L'alimentation doit faire partie d'un schéma vertueux, des légumes de saison, les plus locaux possible, moins de produits carnés, des produits cultivés dans une terre riche… ce sont ces produits qui seront gage d'une alimentation saine pour nos enfants et primordiale pour leur bonne santé.

Aujourd'hui la restauration collective doit s'emparer de ces enjeux pour notre santé, pour notre environnement, pour notre avenir.

La reconnexion des humains aux équilibres du vivant est une priorité.

L'équation n'est pas simple. Mais nous sommes sur le chemin de la transition, et comptons sur tous les acteurs éducatifs, parents, enseignants, agents de la Ville pour nous aider à amplifier et accélérer cette dynamique..

MATHILDE BEZACE,
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DÉLÉGUÉE À LA RESTAURATION COLLECTIVE ET À LA TRANSITION ALIMENTAIRE

UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE.

Une réforme des retraites injuste et injustifiée

Une fois encore avec ce gouvernement, c'est l'ensemble des personnes qui font vivre la France par leur travail quotidien qui vont être le plus durement impactées par cette réforme injuste.

Si le gouvernement a félicité et mis à l'honneur pendant la crise du Covid les premiers de cordées comme les caissières, les éboueurs, les infirmières, etc., il repousse aujourd'hui l'âge de départ en retraite de deux ans, soit 64 ans, avec une durée de cotisation de 43 ans, soit 172 trimestres pour prétendre à une pension à taux plein.

Tout le monde sait très bien que la grande majorité des travailleurs de première ligne (souvent des familles monoparentales) n'atteindra jamais 172 trimestres car le plus grand nombre d'entre eux connaissent des carrières hachées pour différentes causes. Par conséquent, beaucoup d'entre eux devront travailler jusqu'à 67 ans, situation inconcevable, ou partir avec des pensions plus faibles, qui engendreront évidement des difficultés pour vivre dignement, tout simplement.

Pouvoir tranquillement partir à la retraite sans que la moindre dépense soit une angoisse, sans que le loyer, la nourriture soit source de cauchemars ou, encore pire, de choix, la retraite c'est un droit surtout lorsque l'on a travaillé toute sa vie au bien-être de la collectivité.

L'application de cette réforme constituerait un recul social sans précédent, avec de graves conséquences pour la vie de nos concitoyens, alors que l'urgence et l'efficacité économique de cette réforme ne sont pas avérées.

La retraite, pour beaucoup de personnes, est un moment espéré, attendu. Elle boucle une vie professionnelle bien remplie au service de tous. Elle doit se vivre lorsque son bénéficiaire dispose encore d'une bonne santé afin de mettre en œuvre les projets non réalisés pendant son activité professionnelle.

Beaucoup de retraités sont des acteurs actifs de la vie quotidienne dans les associations sportives, culturelles ou solidaires, ce sont des atouts précieux pour notre quotidien et le bien vivre ensemble.

Enfin, cette réforme est très discriminante pour les femmes. Aujourd'hui déjà, elles ne sont pas à égalité devant la retraite. Leurs carrières sont plus souvent hachées et incomplètes, avec des salaires inférieurs de plus de 20 % à ceux des hommes. L'allongement de l'âge de départ à la retraite ne fera qu'accroître une grande inégalité.

Des manifestations contre cette réforme ont vu le jour dans tout le pays, y compris dans certaines petites villes de province où les habitants se sont réunis pour manifester et beaucoup pour la première fois, ce qui est révélateur du rejet massif de la population de ce projet de loi.

La retraite par répartition est un système de solidarité intergénérationnelle obtenu de hautes luttes par les générations précédentes, qui est un formidable atout pour les Français, chacune et chacun d'entre nous sait la valeur de cette retraite. C'est pourquoi la population se bat pour pérenniser cette solidarité.

Le gouvernement doit retirer son projet et organiser un référendum sur l'avenir de notre système de retraite et son financement.

LES ÉLUS DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE

publiés sous l'entière responsabilité de leurs auteurs. Ils n'engagent nullement la rédaction de *Choisy-Infos*.